

L'action mondiale de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres (ICBL) et de ses partenaires gouvernementaux et autres visant à éliminer les mines terrestres antipersonnel des arsenaux du monde entier a été, de l'avis quasi général, un incroyable succès. L'objectif d'une interdiction des mines terrestres – une utopie aux yeux de presque tous au début de la décennie – est aujourd'hui à notre portée.

Lorsque ICBL a été lancée à la fin de l'année 1992, il n'y avait pratiquement personne pour croire qu'elle conduirait le monde vers un traité international d'interdiction des mines en l'espace de cinq ans. Le Traité d'interdiction des mines antipersonnel, qui a été ouvert à la signature le 3 décembre 1997 à Ottawa (Canada), a été signé par 135 pays et, en l'espace de 19 mois, ratifié par 86 d'entre eux. Le traité, qui a imposé une législation internationale contraignante plus vite que n'importe quel autre instrument, instaure le cadre nécessaire pour parvenir à éliminer cette arme de la planète et apporter une assistance aux survivants des mines terrestres.

Si l'objectif suprême d'ICBL n'a pas encore été atteint, le mouvement pour l'interdiction des mines terrestres s'est déjà traduit par une diminution de l'emploi, du commerce, de la production et du stockage des mines terrestres. Les pays les plus touchés par le fléau des mines ont également enregistré une diminution du nombre des victimes des mines. On a constaté, dans le même temps, une augmentation des ressources consacrées aux programmes antimines et à l'assistance aux victimes des mines.

Il est clair que l'action d'ICBL a été extrêmement efficace à bien des égards. Elle a été si efficace que beaucoup auraient pensé – voire espéré – qu'ICBL « crie victoire » et laisse les gouvernements se charger des questions en suspens. C'était oublier que le succès de la Campagne reposait précisément sur son dynamisme et sa capacité à anticiper.

ICBL a su mobiliser, à chaque étape, l'opinion publique mondiale nécessaire. Elle a ainsi pu exercer une très forte pression et obtenir beaucoup en peu de temps. Cette perspicacité lui a permis de rester à la tête du mouvement pour l'interdiction des mines. Aujourd'hui, ICBL demeure une source d'inspiration considérable avec son modèle de « diplomatie des citoyens » et de coalition mondiale mobilisée pour provoquer des changements sociaux et politiques.

Alors que se poursuivaient les négociations du traité d'interdiction des mines, ICBL a décidé d'aller de l'avant. En créant l'Observatoire des Mines, elle a voulu suivre de façon systématique l'application et le respect des dispositions du traité et proposer des points de référence pour évaluer les progrès enregistrés sur le terrain en termes d'action antimines et d'assistance aux victimes. L'Observatoire des Mines est également un puissant instrument pour les membres de la Campagne puisqu'il leur permet de suivre l'action – ou l'inaction – des gouvernements et de rassembler sur le terrain les renseignements nécessaires pour la base de données et les rapports annuels de l'Observatoire.

Ces rapports, qui seront disponibles lors des assemblées annuelles des États parties, constitueront un outil très important pour maintenir la pression sur les gouvernements.

Si le mouvement pour l'interdiction des mines est dirigé par ICBL, son succès est essentiellement dû à l'étroite coopération entre la Campagne et plusieurs gouvernements foncièrement attachés à l'interdiction des mines. Ceux qui veulent réellement le succès du traité – à la fois pour atténuer la crise mondiale des mines terrestres et pour renforcer le droit international – ont conçu un système permettant de travailler sur le traité entre les rencontres annuelles des États parties. Ce « travail intersessions » se concentre sur des points essentiels du traité et permet de réunir régulièrement à Genève gouvernements et organisations non gouvernementales (ONG) afin de suivre le traité et de s'assurer que ses dispositions sont parfaitement respectées et appliquées.

Des progrès considérables ont été enregistrés, mais de l'avis de certains les points positifs ont été exagérément soulignés, alors que des problèmes graves tenaces étaient négligés. D'aucuns estiment d'ailleurs que le récent conflit du Kosovo a donné des preuves de cette négligence. Certains se demandent ainsi quelles sont les avancées réelles du mouvement d'interdiction si les mines terrestres sont employées massivement dans les conflits de ce genre. D'autres pensent que l'emploi de bombes en grappe – qui, si elles n'ont pas explosé, peuvent avoir les mêmes conséquences que les mines terrestres – est un problème aussi vaste que celui des mines terrestres et reprochent au mouvement pour l'interdiction des mines de ne pas s'être montré plus actif pour ce type d'armes.

J'ai, pour ma part, – ainsi que certaines personnes avec lesquelles je me suis entretenue au cours d'un voyage au Kosovo à la fin du mois de juin 1999 – une opinion quelque peu différente. L'emploi de mines dans ce conflit est, sans conteste, effroyable. Les bombes en grappe non explosées font incontestablement peser une menace grandissante sur les civils et sur les activités de déminage. Je tiens, cependant, à dire que si ce mouvement n'avait pas existé, personne n'aurait même songé à évoquer ce problème.

Il n'y avait pratiquement aucune information concernant le conflit du Kosovo ou ses conséquences qui n'ait pas de lien avec le problème des mines terrestres ou ne l'évoque pas directement. Cette couverture du conflit a elle aussi contribué à sensibiliser l'opinion publique du monde entier à un problème dont le mouvement pour l'interdiction des mines a pris conscience depuis longtemps, à savoir les conséquences analogues des bombes en grappe non explosées. Les gouvernements ont ainsi commencé à se rendre compte qu'ils doivent se pencher sur cette question – ne serait-ce que pour tenter d'éviter l'interdiction d'autres armes à l'avenir.

Sur le terrain, au Kosovo et dans les pays d'accueil des réfugiés, les populations kosovares étaient parfaitement conscientes de la menace que représentaient les mines terrestres. Cette prise de conscience s'expliquait directement par l'intervention d'ICBL auprès des organisations humanitaires qui s'occupaient de ces populations et ont décidé d'intégrer la sensibilisation aux dangers des mines dans leurs programmes. La réaction rapide des organisations d'action antimines pour faire face aux besoins urgents du Kosovo avant que ne s'installe l'hiver, toujours trop rigoureux et souvent précoce, témoigne elle aussi de l'influence du mouvement pour l'interdiction des mines terrestres.

Le mouvement est encore confronté à de sérieux obstacles – comme, par exemple, au Kosovo – qui remettent sans cesse en question l'engagement de longue haleine d'ICBL et de l'ensemble du mouvement à poursuivre cette action jusqu'à ce que tous les pays du monde soient parties au Traité d'interdiction des mines. Si la Yougoslavie avait signé et ratifié le traité et détruit ses mines terrestres – le Kosovo aurait un obstacle de moins à franchir sur le chemin de la paix.

ICBL a réaffirmé son engagement pour obtenir que les mines terrestres soient complètement éliminées et que des ressources soient consacrées de façon durable à l'action antimines et à l'assistance aux victimes. Alors qu'elle exige des gouvernements du monde entier qu'ils se débarrassent de cette

arme qui tue sans discrimination, la Campagne s'oblige à redoubler d'efforts pour atteindre l'universalisation presque totale du Traité d'interdiction des mines pour la première conférence d'examen en 2004.

Ne serait-ce pas formidable si, d'ici là, cette arme avait enfin disparu des arsenaux du monde entier et si la communauté internationale avait sérieusement progressé dans la dépollution des terrains minés et l'aide aux victimes ? Nous pourrions alors – gouvernements et ONG réunis – nous attaquer à d'autres problèmes qui frappent les sociétés déchirées par la guerre. Si nous poursuivons notre action en préservant ce partenariat entre gouvernements et société civile, cet objectif est à notre portée.

### *Jody Williams*

Ambassadrice de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres  
Co-lauréate du prix Nobel de la paix en 1997

